

Extrait du Investig'action - Michel Collon - Presse alternative dédié au décodage des médias et analyse de la mondialisation
<http://www.michelcollon.info/Islande-la-revolution-silencieuse.html>

Islande, la révolution silencieuse.

- Français - Analyses et témoignages - Démocratie -

Date de mise en ligne : jeudi 27 janvier 2011

**Investig'action - Michel Collon - Presse alternative dédié au décodage des
médias et analyse de la mondialisation**

L'Assemblée constituante a été élue en novembre

Un jour, il y a quelques mois, un anglais passant par Paris, rencontré à la librairie Lady Long Solo, nous alertait sur la révolution en Islande. Quelle révolution ? On n'en entend parler nulle part. Une rapide recherche google ne donne rien du tout, aujourd'hui, ni en associant le mot « révolution », ni même « crise », où l'on ne trouve que des détails sur la crise financière, effectivement à l'origine de cette révolution, qui a eu lieu en 2008, dans ce pays d'à peine plus de 300 000 habitants, classé au deuxième rang mondial sur l'indice du développement humain, l'IDH, derrière la Norvège, à la veille de cette crise, en 2006.

Confronté alors à la faillite brutale du système bancaire, le peuple était descendu dans la rue. Du jamais vu au pays des jets d'eau chaude. La droite avait aussitôt dû céder la place à la gauche. Et, pour commencer, les banques avaient été nationalisées. Notre informateur anglais en avait entendu parler pour les projets législatifs de liberté totale pour internet, tels que des sites anglais pensaient à s'héberger là. Plus encore, il insistait pour parler d'une véritable révolution, sans pouvoir la décrire plus, mais s'étonnant qu'on n'en ait jamais entendu parler.

Cherchant alors avec obstination, on a fini par voir des images du palais présidentiel assiégé par une foule qu'on qualifierait ici sans hésiter d'anarcho-autonome. En plus des drapeaux noirs, on pouvait deviner dans la foule une forte composante de citoyenneté de type écologiste. Et on comprenait que le pauvre malheureux flic, tout seul devant le palais présidentiel, ait rapidement dû se rendre sous la pression de la foule. Celle-ci, néanmoins pacifique, n'usait que de casseroles et autres objets bruyants, selon la méthode argentine du cacerolazo, qui a su s'avérer très payante aussi là-bas.

Le président avait plié bagage. Un nouveau gouvernement s'était institué. Mais, quelques temps plus tard, celui-ci avait la mauvaise idée de proposer le remboursement de la dette des banques vis-à-vis du Danemark ou de la Grande Bretagne. Le peuple est de nouveau descendu dans la rue. Un référendum sur la question était imposé par volonté populaire, et une petite majorité de 93% rejetait l'accord prévu par les gentils gouvernants.

Parmi les informations glanées, cette image saisissante de l'agora dans les bains publics chauds, où le peuple s'assemble tous les matins pour débattre de comment refaire le monde.

Consécration de cette révolution, l'élection d'une Assemblée constituante, le 27 novembre 2010, événement peut-être plus considérable que la nuit du 4 août 1789 où était votée l'abolition des privilèges, dont on ne se serait pas aperçu sans la vigilance de Truks en vrac, de notre ami B.Bec, du Gers, relayant le CADTM, ou de Jean-Luc Mélenchon, qui trouve là une similitude avec ses propres thèses constitutionnalistes, mais ne semble pas voir plus loin que le bout de son nez anti-capitaliste.

Merveille de la désinformation. Un événement aussi considérable qu'une véritable révolution démocratique, telle qu'on n'en a jamais vue en Europe, peut se produire sans que la presse, ni google, ne permettent d'en savoir quoi que ce soit. C'est si rare qu'à l'heure de la consolidation anti-démocratique que vivent la plupart des pays européens, l'exemple islandais ne fait pas vraiment l'affaire de nos régimes policiers, qui montrent là encore leur aptitude à verrouiller rigoureusement la conscience collective.

On aimerait assurément en savoir plus sur cette révolution islandaise. Voilà des mois que Paris s'éveille rêve de téléporter sa rédaction pour un reportage approfondi au pays des chasseurs de baleines et d'utopie. S'immerger dans les bains chauds de la révolution démocratique fait certes envie, surtout vu du confort de notre hiver sécuritaire.

Il faut s'imaginer les 25 « simples citoyens » qui vont plancher sur la constitution idéale. Le souffle de l'humanité

devrait se retenir. Où l'on verra probablement qu'il n'est pas difficile de faire mieux que toutes les figures de pseudo-démocraties qui se sont déclinées jusqu'ici sur les cinq continents.

Cet article se voudrait un appel à qui aurait plus d'informations sur cette extraordinaire histoire islandaise. On peut écrire à l'auteur : michelsitbon@gmail.com Cette adresse email est protégée contre les robots des spammeurs, vous devez activer Javascript pour la voir. , ou moi-même, et je relayerai avec plaisir.

Depuis le samedi 27 novembre, l'Islande dispose d'une Assemblée constituante composée de 25 simples citoyens élus par leurs pairs. Son but : réécrire entièrement la constitution de 1944 en tirant notamment les leçons de la crise financière qui, en 2008, a frappé le pays de plein fouet.

Depuis cette crise dont elle est loin d'être remise, l'Islande a connu un certain nombre de changements assez spectaculaires, à commencer par la nationalisation des trois principales banques, suivie de la démission du gouvernement de droite sous la pression populaire. Les élections législatives de 2009 ont amené au pouvoir une coalition de gauche formée de l'Alliance (groupement de partis composé des sociaux-démocrates, de féministes et d'ex-communistes) et du Mouvement des Verts de gauche. C'était une première pour l'Islande, tout comme la nomination d'une femme, Johanna Sigurdardottir, au poste de Premier ministre.

Très vite, le nouveau gouvernement se trouve face à un problème épineux : le règlement aux Pays-Bas et au Royaume-Uni d'une dette de 3,5 milliards d'euros suite à la faillite d'Icesave, banque en ligne dont les opérations étaient tournées principalement vers ces deux pays. Sous la pression de l'Union européenne, à laquelle les sociaux-démocrates souhaiteraient adhérer, le gouvernement fait voter en janvier 2010 une loi autorisant ce remboursement, ce qui reviendrait, pour chaque Islandais, à déboursier pendant huit ans une somme d'environ 100 euros par mois. Mais le président de la République refuse de ratifier la loi, dont le texte est alors soumis à un référendum. À plus de 93%, les Islandais votent contre le remboursement de la dette (6 mars), et depuis le problème reste en suspens.

C'est dans ce contexte que l'Islande décide de modifier sa constitution, qui en fait n'a jamais été vraiment rédigée : lorsqu'en 1944 la république avait été proclamée, on s'était contenté de recopier dans les grandes lignes la constitution du Danemark, pays dont l'Islande dépendait depuis plusieurs décennies, en remplaçant simplement le terme de "roi" par celui de "président de la République". C'est donc une nouvelle constitution qu'il s'agit d'écrire entièrement, et pour cela on a décidé de faire confiance au peuple souverain. Il y a eu d'abord un appel à candidatures (tout le monde pouvait se présenter à l'exception des élus nationaux, à condition d'avoir dix-huit ans révolus et d'être soutenu par au moins trente personnes) auquel ont répondu 522 citoyennes et citoyens. C'est parmi eux qu'ont été élus les 25 constituants.

Ces derniers commenceront à se réunir à la mi-février et rendront leur copie avant l'été. Parmi les propositions qui reviennent le plus souvent, on peut noter la séparation de l'Église et de l'État, la nationalisation de l'ensemble des ressources naturelles et une séparation claire des pouvoirs exécutif et législatif.

Certes, l'Islande n'est qu'un petit pays d'environ 320 000 habitants. Elle donne cependant là une belle leçon de démocratie aux grands États dont la France : songeons que, dans notre pays, la réforme constitutionnelle de 2008 a été entièrement rédigée à l'Élysée, et que les parlementaires ne l'ont adoptée qu'à deux voix près après avoir été soumis pendant des semaines à des pressions intolérables de la part du chef de l'État.

Source : [truks en vracs](http://www.truks-en-vracs) [<http://www.truks-en-vracs>] ; comité pour l'annulation de la dette du tiers-monde

Les articles publiés sur michelcollon.info [...] sont libres de droit. Vous pouvez les reprendre sur vos blogs ou sites sans oublier de mentionner la source et l'auteur.

Si cet article vous a plu, vous pouvez vous [inscrire à la Newsletter](http://michelcollon.info/phplist/?p=subscribe&id=2) [http://michelcollon.info/phplist/?p=subscribe&id=2] pour recevoir notre sélection une fois par semaine.

Vous pouvez nous [faire aussi un don](http://michelcollon.info/-Faire-un-don-.html?lang=fr) [http://michelcollon.info/-Faire-un-don-.html?lang=fr] ou [commander nos livres ou DVD](http://michelcollon.info/spip.php?page=rubrique_thelia) [http://michelcollon.info/spip.php?page=rubrique_thelia] afin de soutenir notre travail et les futurs projets d'Investig'Action. Vous pouvez aussi [nous écrire](http://michelcollon.info/-Nous-ecrire-.html?lang=fr) [http://michelcollon.info/-Nous-ecrire-.html?lang=fr] pour nous signaler des erreurs afin d'améliorer la qualité de l'info ou bien [proposer vos articles](http://michelcollon.info/-Participer-.html?lang=fr) [http://michelcollon.info/-Participer-.html?lang=fr].

Investig'Action